

Commission : Organisation Mondiale de la Santé

Question : Bioéthique, transhumanisme, vaccinations, vers un New Deal de la santé mondiale ?

Auteur : Allemagne

L'Allemagne constitue aujourd'hui l'un des acteurs les plus importants de la santé mondiale, notamment grâce à ses instituts de recherche et au soutien financier et technique que l'Etat Fédéral alloue chaque année à l'aide humanitaire et à l'OMS. Aussi, au regard de l'émergence de questions bioéthiques liées en grande partie au développement du transhumanisme et de l'apparition de pandémies à large échelle, l'Allemagne estime qu'un New Deal de la santé mondiale est devenu indispensable. Pour l'Allemagne, ce New Deal doit être axé sur la recherche et la prévention, et doit encadrer avec clarté et fermeté le transhumanisme, pour prévenir de dérives de l'ordre du biohacking.

La bioéthique est aux yeux de l'Allemagne au cœur des enjeux actuels et futurs. L'Etat Fédéral se montre particulièrement inquiet des malversations liées au transhumanisme. En effet, que des entreprises privées manquant de transparence puissent implanter des puces pour augmenter puérilement les capacités d'un sujet humain n'est pas selon l'Allemagne une perspective réjouissante et souhaitable. Ainsi, elle invite l'OMS à statuer sur les buts du transhumanisme. Pour l'Etat Fédéral, ces buts sont d'abord le traitement de pathologies neurodégénératives (maladie de Parkinson, d'Alzheimer ou de Lyme) et de handicaps (cécité, surdité, paralysie neurologique). Par ailleurs, l'un des fondements majeurs de la bioéthique est la dignité humaine. Or l'Allemagne estime que le recours excessif au transhumanisme chez un sujet compromet sa dignité et menace de le réduire à l'état de chose. L'Etat Fédéral souhaite donc qu'un New Deal de la santé mondiale s'exprime avec autant de clarté et de fermeté que l'Allemagne sur les questions bioéthiques.

L'Allemagne déplore qu'une partie significative de la recherche médicale soit employée à l'augmentation des capacités humaines par transhumanisme. Elle souhaite au contraire que ces financements et ces efforts aillent à la lutte contre les conséquences du vieillissement démographique (cancers, maladies neurodégénératives) et contre les maladies infectieuses. L'Allemagne poursuit déjà sur son sol cette politique, notamment grâce à *Helmholtz Gemeinschaft*, le plus grand organisme de recherche allemand au budget annuel de près de dix milliards de dollars. Celui-ci est un acteur de premier plan en matière de recherche contre le cancer. Afin que ce type de dispositions soient adoptées à un niveau international, et convaincu de leur efficacité et de leur importance, l'Etat Fédéral Allemand demande que la recherche médicale soit un point primordial du futur New Deal de la santé mondiale.

Nous assistons aujourd'hui à la recrudescence de pandémies et de crises sanitaires plus durables et contagieuses encore, que ce soit la Covid 19 et ses suites, la contamination de l'eau potable en 2026 ou la diffusion accidentelle d'un virus de synthèse en 2029. Ainsi, l'Allemagne préconise vivement la prévention. L'Etat Fédéral Allemand a ainsi largement contribué à financer et accueillir en 2021 une succursale de l'OMS attachée à la recherche contre le Covid 19 et le développement de crises sanitaires. A la lumière de ces recherches, l'Allemagne se déclare en faveur de larges campagnes de vaccination internationales lorsque la menace d'une pandémie ou d'une crise sanitaire d'envergure est avérée. Elle estime qu'un gouvernement n'a pas à s'opposer à de telles mesures lorsqu'elles sont minutieusement étudiées et demandées par l'OMS, puisque cela relève de la santé publique mondiale. En faisant appel à la recherche préventive concernant les maladies infectieuses, l'Allemagne est convaincue d'avoir joué en rôle significatif dans la réalisation du 14^e programme de travail de l'OMS, notamment en matière de lutte contre les pandémies, et appelle les autres Etats à faire de même.

L'Allemagne certifie et poursuit son actif soutien à l'OMS. L'Etat Fédéral Allemand estime que le futur de la santé mondiale devra composer avec le respect de la bioéthique, dont il souhaite vivement se porter garant. L'Allemagne encourage la coopération interétatique en matière de recherche médicale. Les financements pour la santé mondiale devront être mutualisés et devront prendre en compte les dépenses intérieures de chaque pays liées à leur situation sanitaire propre (vieillesse de la population, difficulté d'accès aux soins, pénuries).